

17 mars 1998, Maine

Allocution dans la Chambre des Représentants et le Sénat du Maine

Honorables membres de la 118e Législature,

Monsieur le Président du Sénat,

Madame la Présidente de la Chambre,

Monsieur le Juge en chef,

MM Council General,

Chers amis du Maine,

Pour commencer, permettez-moi de vous dire que je suis profondément honoré de l'invitation qui m'est faite, à titre de premier ministre du Québec, de prendre la parole devant cette session conjointe extraordinaire de la Législature de l'État du Maine. Par-dessus tout, je considère cette invitation, qui m'a été adressée par la Présidente de la Chambre, Mme Mitchell, et le Président du Sénat, Monsieur Lawrence, comme une éloquente illustration de la relation particulière qui unit de longue date la population du Québec et celle du Maine. Les relations interparlementaires constituent certainement un moyen idéal de nouer et de nourrir un partenariat entre deux entités politiques. J'aimerais mettre en lumière à cet égard la contribution de Mme Mitchell et de Monsieur Lawrence au maintien d'étroites relations entre les parlementaires du Maine et leurs homologues québécois. La Présidente de la Chambre et le Président du Sénat ont d'ailleurs joué un rôle très actif à ce chapitre, en prenant la tête des deux délégations du Maine qui ont visité le Québec durant les six derniers mois. Depuis deux siècles environ, nos populations respectives partagent beaucoup de choses: l'histoire, la géographie et, en corollaire de cette dernière, le climat! Laissez-moi vous souligner, au nom de mon gouvernement et de mes compatriotes, que nos pensées étaient avec vous lors de la catastrophe climatique qui a récemment frappé votre État.

Comme vous le savez, le Québec a lui aussi été durement touché par la tempête de verglas. Quoique désastreux, ce triste épisode a engendré un magnifique effort de solidarité humaine dont nous pouvons tous tirer fierté. Les liens spéciaux entre le Québec et le Maine remontent au XVIIe siècle, aux premiers temps de la Nouvelle-France et de la colonie du Massachusetts, époque où est apparue une relation commerciale qui, tout en évoluant par cycles et en se modifiant au fil des ans, ne s'est jamais démentie. Cette relation ne s'est pas limitée à l'échange de biens et de services. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le Canada a partagé avec le Maine sa plus précieuse ressource: son capital humain. Durant une période de soixante ans, plus d'un million de Québécois ont pris le chemin des États-Unis, dont la moitié, y compris ma grand-mère Lydia, pour aller travailler dans les usines de la Nouvelle-Angleterre.

Cependant, qu'ils aient œuvré dans les usines de textile de Lewiston ou dans les fabriques de chaussures de Skowhegan, ils ont amené avec eux leur langue, leur culture et leur patrimoine. À pied ou en chariot, ils sont venus s'installer dans les villes de la région et y

recréer leurs « petits Canadas ». Mais la majorité d'entre eux sont arrivés par la voie ferrée; en fait, le tout premier chemin de fer international de l'Amérique du Nord, le Grand Tronc, reliait Montréal à Portland. Vous savez probablement qu'on parle de ressusciter ce train de passagers, trente ans après sa disparition. Le Maine reconnaît ce patrimoine culturel depuis de longues années. En effet, les Franco-Américains comptent pour près du tiers de la population du Maine et le fait français représente – selon l'expression même du gouverneur – une « ressource économique essentielle ». On comprend pourquoi le Maine a souhaité avec autant d'ardeur participer au Forum francophone des affaires. Le Maine doit être fier d'accueillir le siège américain de cette organisation. Ce faisant, les Franco-Américains d'ici sont appelés à jouer un rôle dans le développement de la francophonie. Les Franco-Américains sont effectivement très présents dans tous les aspects de la vie du Maine. Il est donc tout à fait normal que bon nombre d'entre eux participent activement à sa vie politique, comme en témoigne le tableau des présences de cette Législature, où l'on remarque les noms de Mmes Paradis et Gagné et de Messieurs Bélanger, Chartrand, Michaud, Lemaire et Sirois, pour n'en nommer que quelques-uns. C'est pourquoi, à chacune de mes visites aux États-Unis, et plus particulièrement dans le Maine, je constate avec toujours plus d'acuité comment l'histoire nous a façonnés en deux sociétés très complexes, indéniablement différentes mais unies par de nombreux liens. Quand je pense à la place du Québec dans l'Amérique du Nord, je ne peux m'empêcher d'évoquer ce bijou d'ouvrage que Joël Garreau, alors rédacteur en chef du Washington Post, avait publié sous le titre « The Nine Nations of North America ». Dans cet essai, l'auteur donnait au lecteur une réponse sans équivoque: « Le Québec est cette portion de l'Amérique du Nord qui est si distincte du reste du continent, et ce devant tant d'adversité, qu'il prend fierté à représenter ce qu'une nation est et peut être. »

Il poursuit ainsi: « Le Québec, en bout de ligne, constitue une nation non pas à cause de son industrie, de son armée ou d'une exaltante rhétorique politique, mais parce que quand on s'y trouve, on sait qu'on n'est nulle part ailleurs. » Ce qui me frappe, au sujet des Québécois, c'est que nous avons simultanément pris, il y a plus d'une vingtaine d'années, deux décisions capitales. D'une part, nous avons décidé de nous tourner vers l'extérieur, de nous joindre aux tendances mondiales, de jouer un rôle sur la scène économique nord-américaine et de faire notre marque dans la technologie, dans la culture et dans tous les autres domaines d'activité, ici comme à l'étranger. D'une autre part, nous avons décidé que notre identité, notre langue et notre culture non seulement survivraient mais prospéreraient, même dans le contexte de cette nouvelle donne mondiale. Et c'est en plein ce que nous avons fait. Les Québécois comptent parmi les plus ardents défenseurs du libre-échange nord-américain.

C'est d'ailleurs ce que soulignait le Secrétaire américain au Commerce, William M Daley, lors de son passage à Montréal en août dernier, en déclarant que l'ALENA – et je cite – « ne serait jamais arrivé à bon port sans les efforts incessants et le solide appui manifesté au libre-échange par la population et le gouvernement du Québec. » Fin de la citation. Au Québec, le libre-échange fait consensus dans tous les horizons politiques. En fait, cette ouverture des frontières a trouvé ses premiers partisans parmi ceux d'entre nous qui croyons que le Québec devrait devenir un pays indépendant. Notre décision a été la bonne. Les exportations du Québec ont doublé depuis le début de la décennie, et nous figurons parmi la poignée de nations au monde qui exportent plus de la moitié de leur production. Bon an mal an, le Québec exporte aujourd'hui pour près de 100 000 000 000 \$ en biens et services. Depuis cinq ans, les États-Unis sont devenus notre premier partenaire commercial, et inversement, le

Québec figure aujourd'hui parmi les dix principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Cette relation bilatérale Québec-États-Unis pèse maintenant plus lourd dans notre activité commerciale que le total de nos échanges avec le Canada. Nous avons récemment appuyé la signature d'une entente de libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada et le Chili, et sommes convaincus de la nécessité d'une plus grande intégration économique des Amériques. En septembre dernier, nous avons invité à Québec des parlementaires de tous les pays des Amériques, pour discuter de ce dossier et de ses répercussions sur le plan de la politique sociale, de la culture et de l'identité. L'événement a remporté un franc succès. On y remarquait d'ailleurs la présence d'une importante délégation du Maine, dirigée par le Président du Sénat, Monsieur Lawrence.

De toute évidence, dans notre volonté d'ouvrir nos frontières et d'intensifier nos liens commerciaux, nous devons d'abord commencer par nos voisins immédiats. La semaine dernière, le premier ministre de Terre-Neuve, Monsieur Brian Tobin, et moi-même sommes convenus de débiter les négociations pour un projet hydroélectrique de 10 000 000 000 \$ au Labrador. En réalisant ce projet, nous voulons innover, nous voulons que les Amérindiens de cette région deviennent des partenaires directs dans le projet. Nous voulons intégrer leurs connaissances et leurs préoccupations dans la définition du projet et nous voulons faire en sorte que leurs communautés en tirent profit pour des générations. La population de la Nouvelle-Angleterre a raison également de se réjouir du projet de Churchill Falls. Le jour suivant son annonce, le Wall Street Journal écrivait, et je cite: « Les résidents du Nord-Est des États-Unis qui se plaignent du coût élevé de leur électricité vont être bientôt soulagés. »

Le journal continuait en notant que le nouveau projet aurait pour effet de diminuer les coûts pour les consommateurs de Nouvelle-Angleterre. De plus, comme vous le savez, l'hydroélectricité est une source d'énergie non-polluante et ce nouvel approvisionnement aidera les États et les provinces à satisfaire aux exigences du traité de Kyoto, s'il est ratifié. Ce type d'énergie est aussi une partie de la solution au sérieux problème de la pollution transfrontalière des gaz à effet de serre. Il s'agit donc d'un projet gagnant pour tout le monde. Depuis deux ans, j'ai eu le plaisir de conclure des ententes sur la mobilité de la main-d'œuvre avec l'Ontario, et, la semaine dernière, avec Terre-Neuve. J'ai également signé, avec le premier ministre Harris de l'Ontario, une entente qui libéralise nos politiques d'achats publics à un degré jusqu'à maintenant inédit au Canada. Toujours avec l'Ontario, le Québec chapeaute une campagne visant à faire rapidement disparaître les barrières interprovinciales au commerce à l'intérieur de l'espace économique canadien. Vous n'ignorez pas, j'en suis sûr, les divergences qui semblent émerger chaque semaine entre le Québec et le Canada sur la quasi-totalité des enjeux politiques. Mais le grand paradoxe, dans ce dossier, c'est que même si le fossé politique semble s'élargir, nous entretenons avec nos partenaires canadiens une relation économique non seulement saine, mais forte et toujours plus solide.

Quand les dirigeants québécois, quelle que soit leur allégeance politique, rencontrent leurs homologues canadiens pour discuter de politique sociale, d'éducation, de culture ou de constitution, ils ne réussissent à peu près jamais à trouver un terrain d'entente. Cependant, lorsqu'il est question d'économie, de commerce, d'énergie ou d'emploi, ils finissent presque toujours par s'entendre. À mon avis, il doit y avoir un moyen de conserver ce qui fonctionne manifestement – notre relation économique, notre union commerciale et monétaire – et de nous départir de ce qui échoue sans conteste, c'est-à-dire notre arrangement politique. Mais c'est là un enjeu qu'il appartient aux Québécois de trancher aux urnes. Ce qui n'est pas à

débatte, cependant, c'est notre décision d'accroître nos liens économiques avec tous nos voisins. L'évolution des rapports Maine-Québec depuis dix ans en est une parfaite illustration: en effet, les échanges commerciaux entre le Maine et le Québec ont doublé depuis 1990, totalisant 800 000 000 \$ canadiens en 1996. Il importe de rappeler que le Québec est le premier marché pour les exportations du Maine, avant toutes les provinces canadiennes et devançant de loin à ce titre votre second partenaire, le Japon. Comme le soulignait le gouverneur King dans son adresse sur l'État de l'État: « Bangor est aussi près de Montréal que de Boston. » Mais ces données ne concernent que la circulation des marchandises, sans tenir compte de l'activité économique engendrée par le quart de million de Québécois qui, chaque année, visitent les magnifiques plages du Maine. Le tourisme est effectivement un des piliers de nos économies respectives, sur lequel il y a lieu d'investir davantage de temps et d'efforts. Pour cette raison, le gouverneur King et moi-même avons convenu l'année dernière de mettre sur pied un groupe d'étude commun, chargé d'évaluer l'opportunité de planifier et de concrétiser le projet de corridor international Chaudière-Kennebec. Son mandat comporte deux volets : Cerner le potentiel réel de ce projet, et ses éventuelles retombées pour l'industrie touristique du Maine et du Québec. Proposer des moyens de stimuler l'intérêt historique et d'intensifier les échanges touristiques de part et d'autre de la frontière. Le groupe d'étude commun déposera ses recommandations le premier mai. Nous jouissons aujourd'hui d'une exceptionnelle tradition de coopération frontalière qui nous assure un accès libre et aisé à nos territoires respectifs.

Vous savez que nous sommes préoccupés par l'impact que pourrait avoir l'adoption de l'article 110 of the New illegal immigration and immigrant responsibility Act qui obligerait tous les citoyens canadiens à demander un visa pour venir aux États-Unis. Nous soutenons les législateurs américains qui travaillent à amender l'article en question. Il faudrait s'assurer de préserver cette tradition, d'autant plus que la population du Maine et celle du Québec entendent à l'avenir s'en prévaloir toujours plus en forgeant des partenariats dans un nombre croissant de domaines. On trouve un très bel exemple de cette collaboration dans l'événement Co-Entreprise, qui rassemble chaque année de plus en plus de gens d'affaires. La troisième édition, tenue l'année dernière à Rockport, a remporté un succès éclatant et attiré plus de 400 entrepreneurs. L'édition de cette année, qui se déroulera à Québec à la fin avril, s'annonce tout aussi prometteuse.

Dans le domaine énergétique, le récent choix d'Hydro-Québec comme fournisseur d'électricité par deux entreprises du Maine, la Central Maine Power et le Maine Public Service, pour une livraison totale de 280 MW entre 1998 et 2001, a donné une nouvelle dimension à la coopération Maine-Québec. Un autre exemple probant des avantages de la coopération est le projet de gazoduc de Gaz Métropolitain, qui vise à approvisionner les clients de la Nouvelle-Angleterre via le Portland Natural Gas Transmission System. Dans ce projet, on compte investir avant la fin du siècle environ 1 000 000 000 \$ canadiens, dont plus des deux tiers de ce côté-ci de la frontière. Ces projets contribueront à bonifier le réseau nord-américain de gazoducs. Comme vous pouvez le voir, le dossier de la coopération Québec-Maine est plus vaste qu'il n'apparaît de prime abord, et les projets que nous envisageons de concert peuvent servir de symboles de partenariat. Pour nous, au Québec, c'est une voie qui mérite d'être suivie. Nous collaborons étroitement avec nos autres voisins de la Nouvelle-Angleterre en vue d'une meilleure coopération, par cette tribune régionale qu'est la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Cette année, nous pilotons une initiative visant à cerner les points de

friction qui touchent encore le commerce régional et à explorer des pistes menant à un développement des alliances stratégiques entre les entreprises de la région. Les gens d'affaires se pencheront sur ces enjeux, à Montréal en avril. Je sais que le Maine participera activement à ce Forum en y déléguant, sous la gouverne du Maine International Trade Center, un groupe de décideurs économiques. L'année dernière, le Québec a élargi ses liens avec une autre région de l'Amérique qui revêt pour nous une grande importance, la région des Grands Lacs.

Ma présence ici, aujourd'hui, marque donc pour mon gouvernement et pour les décideurs québécois le début d'une opération américaine qui nous tiendra tous fort occupés durant les prochains mois. J'ai parlé tantôt du Forum régional qui aura lieu à Montréal, et du projet Co-Entreprise prévu à Québec en avril; j'aimerais ajouter qu'au mois de mai, je ferai la tournée de quatre grandes villes américaines, soit Boston, Atlanta, Chicago et Philadelphie, où, avec une quarantaine de leaders du monde des affaires et d'autres secteurs de la société québécoise, nous nous emploierons à mieux faire connaître les réalisations économiques et culturelles du Québec. Au mois de juin, ensuite, j'aurai l'honneur de rencontrer le gouverneur King et les autres membres de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada, après quoi je me réunirai en juillet avec les gouverneurs des États de la région des Grands Lacs. Tout cela illustre bien comment, en une décennie, le libre-échange a transformé l'orientation économique du Québec.

Dans ce contexte, nous vivons actuellement une époque très stimulante. Pour le premier ministre du Québec, le dossier des États-Unis revêt une importance jusqu'ici inégalée. Et vous m'en voyez fort aise parce que nous, Québécois, avons un message très positif à transmettre. Le virage opéré en ce moment même par la ville de Montréal est une des choses dont je suis le plus fier. Montréal est la quinzième ville du continent par sa population, mais elle tient le neuvième rang par le nombre d'entreprises de haute technologie, le septième par le nombre d'emplois dans les technologies en général et les technologies de l'information en particulier, le sixième quant aux emplois dans les secteurs pharmaceutique et biotechnologique, le cinquième dans l'aérospatiale, et enfin le tout premier rang des métropoles nord-américaines pour ce qui est de la proportion de la population qui travaille dans les technologies de pointe. Montréal, une des plus anciennes villes manufacturières du continent, rejoint rapidement aujourd'hui le peloton de tête des métropoles technologiques nord-américaines. Peu de choses me réjouissent autant que cette renaissance économique montréalaise.

Une autre source de fierté est l'apport collectif du Québec aux grandes réformes qui commencent maintenant à porter fruit. En 1996, le gouvernement québécois a à deux reprises rassemblé le gouvernement, le monde des affaires, les syndicats et les organismes communautaires autour d'une même table, où les municipalités, les étudiants, les autochtones québécois et les partis d'opposition ont également pu se faire entendre. Nous y avons scruté attentivement nos points forts et nos faiblesses, et avons résolu de relever à court terme un certain nombre de défis. Le plus ardu était d'éliminer complètement le déficit budgétaire du Québec pour le premier avril 1999, un déficit qui, à notre arrivée au pouvoir il y a trois ans, atteignait 6 000 000 000 \$. Nous nous sommes fixé des objectifs stricts, que nous avons réalisés un par un. Le budget que nous déposerons plus tard ce mois-ci comportera le dernier de nos déficits, à hauteur de 1 200 000 000 \$. Dans un an, le Québec aura balancé ses livres. Une fois que cela sera fait, notre nouvelle loi anti-déficit empêchera les futurs

gouvernements de retomber dans l'ornière de l'endettement. Le second défi lancé lors de notre Sommet économique de 1996 était de créer des emplois, par divers projets. Nous savons déjà que les projets découlant du Sommet ont directement généré 20 000 emplois, mais en plus, nous avons pris l'engagement d'opérer des modifications structurelles favorables à l'emploi dans l'économie en général : l'allégement réglementaire; l'amélioration de la formation de la main-d'œuvre; la réduction des charges fiscales pour la création de nouveaux emplois; la constitution, au gouvernement, d'un groupe d'analyse accélérée des projets d'investissement; le développement de l'économie sociale; une facilitation de l'accès aux places de garderies, pour permettre aux parents de concilier travail et famille à moindres coûts et plus aisément; la mise en place d'un dispositif accéléré d'accueil à Montréal pour les travailleurs stratégiques de langue anglaise et leur famille, qui leur fera connaître toute la gamme des installations et des services de santé publique, d'éducation et de culture accessibles à l'ensemble de notre communauté anglophone.

Ainsi donc, depuis le Sommet, quelque 87 000 nouveaux emplois ont vu le jour au Québec, le nombre de prestataires de l'aide sociale a diminué, le chômage a baissé, les investissements croissent plus rapidement chez nous que dans le reste du Canada, et les investissements étrangers au Québec enregistrent des niveaux records. Alors, quel que soit l'avenir politique que les Québécois se choisiront, ils entameront le nouveau millénaire avec des comptes équilibrés – en fait, avec des excédents -, avec des relations commerciales en croissance constante et avec une métropole qui s'est résolument engagée sur la voie technologique. Mais je vous ai dit précédemment que nous avons pris deux décisions au Québec. J'ai parlé abondamment de la première, qui nous ouvre vers l'extérieur. Mais qu'en est-il de la seconde décision, consistant à faire prospérer notre société francophone dans ce nouveau contexte de mondialisation où, de plus en plus, on parle anglais? N'est-ce pas là deux objectifs contradictoires? Pour une population qui forme à peine 2 % de la population continentale, le pari peut sembler dangereux. C'est pourquoi nous avons pris certaines précautions élémentaires. La Charte de la langue française protège le droit des clients et des travailleurs francophones de se faire servir et de travailler en français, et, comme toute autre société, nous prenons soin d'intégrer la plupart des nouveaux arrivants au courant principal de la vie québécoise. Après vingt ans d'efforts, la nature de ces précautions rallie maintenant le consensus de tous les partis au Québec. Et les résultats sont probants : le Québec est le seul endroit au Canada où la proportion de gens qui vivent en français ne s'amenuise pas.

Mais cela ne constitue qu'une partie du tableau. Comme cette société francophone a décidé de jouer un rôle actif dans le processus de mondialisation, elle doit bien connaître la langue de ses clients et de ses partenaires; elle doit assumer l'interface linguistique. C'est ce qui se passe. Le nombre de Québécois bilingues est en hausse, et se compare maintenant à ce qu'on voit en Europe. 50 % de la population active du Québec – 60 % à Montréal – et 80 % des cadres de la métropole sont bilingues, ce qui fait de nous la région la plus bilingue de l'Amérique du Nord, un atout dont nous entendons profiter pleinement. Notre ministère de l'Éducation vise à aller encore plus loin et à enseigner une troisième langue, plus particulièrement l'espagnol, à davantage de Québécois. Être une société culturellement différente et superbement ouverte sur le monde comporte un avantage additionnel. En cette époque basée sur le savoir et l'innovation, il est bon d'avoir une perspective originale des choses. Je m'explique. Je n'ai pas à vous décrire comment la présence de plus de 400 entreprises américaines en sol québécois et l'ensemble des échanges entre nos entreprises, nos laboratoires et nos universités viennent gonfler le flux Nord-Sud de savoir et d'idées. Mais

il vous intéressera peut-être de savoir que nous avons créé un autre flux, celui-ci transatlantique, avec l'Europe. Les 250 programmes de recherche menés conjointement avec les universités françaises, les 3 000 étudiants qui font partie chaque année des programmes d'échange et les 100 000 Français et Québécois qui ont depuis trente ans participé aux programmes d'échange d'emplois témoignent éloquemment de l'établissement d'une filière du savoir en temps réel avec l'Europe. Ainsi, grâce à leur capacité de suivre de près l'évolution de leur domaine de spécialité aussi bien sur la scène nord-américaine qu'en Europe, les cadres, les chercheurs et les travailleurs qualifiés du Québec possèdent un indéniable atout en matière de recherche-développement, de production et la mise en marché. Bien sûr, la planète tout entière est aujourd'hui branchée. Mais quand vos personnes-clés sont aussi à l'aise pour discuter avec des chercheurs du MIT que pour échanger avec des collègues de l'Institut Pasteur, quand elles ne font pas simplement visiter Paris et Boston mais qu'elles vivent effectivement dans un environnement technique, scientifique et culturel qui puise constamment aux deux mondes, on peut certainement s'attendre à d'étincelants résultats. D'une certaine façon, ce que nous avons bâti au Québec, c'est un pont entre l'Amérique et l'Europe, une interface culturelle, scientifique et économique dont les dividendes commencent tout juste à se manifester. C'est peut-être pourquoi les 7 000 000 de Québécois comptent aujourd'hui parmi les leaders mondiaux de l'aérospatiale, de l'industrie pharmaceutique, des technologies de l'information, du transport ferroviaire, pour citer quelques domaines seulement. C'est aussi peut-être pourquoi les Québécois envisagent le nouveau millénaire avec un regain de confiance, quoi que l'avenir nous réserve. Nous croyons avoir pris des décisions judicieuses : en demeurant fidèles à nous-mêmes, en suivant le courant de l'intégration économique et en développant de solides amitiés avec nos voisins immédiats, nous estimons pouvoir relever les défis qui s'annoncent.

Je vous remercie.